

FICHES PRATIQUES POUR METTRE
EN ŒUVRE L'ÉGALITÉ DE GENRE

Agir pour le genre

Paroles et pratiques
d'actrices et acteurs



LES COLLECTIONS DU F3E

REPÈRES SUR



APPRÉHENDER LE GENRE DANS UN CONTEXTE DE MIGRATION(S)

Problématique et enjeux

Définitions

S'il n'y a pas de définition juridique du terme de migrant-e, selon l'ONU, ce terme désigne « toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer »¹.

Une majorité de migrations « Sud-Sud »

Au niveau international, la grande majorité des migrant-e-s internationaux-ales se déplacent dans des flux « Sud-Sud ». Et la plupart du temps, ces migrant-e-s se déplacent au sein d'une même région, c'est-à-dire au sein d'un espace géographique ayant un caractère commun mais pouvant comprendre plusieurs pays).

À titre d'exemple :

- 89 % des migrantes internationales et migrants internationaux en Afrique subsaharienne sont originaires de la région où elles et ils résident ;
- 83 % des migrantes internationales et migrants internationaux en Asie de l'Est et du Sud-Est sont originaires de la région où elles et ils résident ;
- 73 % des migrantes internationales et migrants internationaux d'Amérique latine et Caraïbes sont originaires de la région où elles et ils résident².

Près de la moitié des personnes migrantes sont des femmes

Du point de vue du genre, les préjugés ont tendance à nous faire croire que la grande majorité des personnes migrantes sont des hommes. Mais cette idée est invalidée par les statistiques. Selon l'ONU, sur les 272 millions de migrant-e-s

compté-e-s en 2019, 48 % sont des femmes³. Il s'agit presque de la moitié, et c'est un chiffre stable depuis des décennies ! Mais ces migrations féminines sont invisibilisées.

Les migrantes sont même plus nombreuses que les migrants masculins en Europe, en Amérique du Nord, en Océanie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, tandis qu'en Afrique et en Asie, en particulier en Asie de l'Ouest, les migrants sont principalement des hommes⁴.

Pourquoi porter une attention particulière aux femmes et minorités de genre migrant-e-s ?

Sachant qu'un migrant sur deux est une migrante, parler de genre et de migration est fondamental. Les représentations occidentales des femmes migrantes restent souvent très stéréotypées, voire faussées. C'est pourquoi analyser les parcours de migration à travers le prisme du genre devient un enjeu de taille.

Genre et motivations de départ

Les motivations de départ des femmes migrantes sont multiples. Dans le regard que l'on porte sur les migrations, il s'agit :

- d'une part, de considérer les projets migratoires des femmes comme des projets migratoires qui peuvent être autonomes, et qui peuvent ou non être en lien avec la famille ;
- d'autre part, de prendre en compte des départs qui peuvent parfois être directement liés au vécu des femmes ou des personnes issues de minorités de genre : il peut s'agir de violences basées sur le genre (agressions sexuelles, viols, mutilations génitales), de pressions sociales (mariage, hétéronormativité*, maternité), de qualifications professionnelles peu reconnues (selon l'OCDE,

1 ONU, *Refugiés et migrants, définitions* : <https://refugeesmigrants.un.org/fr/d%C3%A9finitions>

2 ONU Info, « Le nombre de migrants internationaux atteint 272 millions, en hausse dans toutes les régions du monde », 17 septembre 2019, disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1051802>

3 ONU Info, « Le nombre de migrants internationaux atteint 272 millions, en hausse dans toutes les régions du monde », 17 septembre 2019, disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1051802>

4 INED, « Les migrations dans le monde », 28 mars 2018, disponible sur : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/les-migrations-dans-le-monde/>

les femmes instruites migrent plus que les hommes qui ont le même niveau d'éducation), d'activisme politique...

Certaines migrations sont particulièrement déterminées par le genre :

- soit en lien avec le pays de départ : pour certains pays, comme les Philippines, « l'exportation de main-d'œuvre domestique et du *care* est devenue une industrie et une stratégie économique nationale » (65 % de l'émigration à partir des Philippines est féminine)¹;
- soit en lien avec les opportunités de travail dans le pays d'arrivée : les infirmières indiennes, philippines et sri lankaises aux États-Unis et dans le Golfe représentent la part la plus importante de femmes migrantes dans le secteur des services au niveau international².

Genre et parcours migratoire

Les femmes et minorités de genre sont plus susceptibles de subir des violences basées sur le genre pendant leurs parcours migratoires, et ces violences peuvent se prolonger dans les pays hôtes. Les femmes sont exposées à des contraintes spécifiques : exploitation sexuelle, précarité menstruelle, accouchements périlleux, etc.

Dans les pays qui relèvent de la Convention de Genève relative au statut des réfugié-e-s, le genre n'est pas toujours un critère pris en compte. Et quand il est pris en compte, il reste très difficile à prouver : les procédures d'accueil ne comprennent pas de questions spécifiques sur le vécu des femmes. Ces procédures ne permettent donc pas d'appréhender facilement et systématiquement ces enjeux.

Genre dans les pays hôtes

Dans les pays hôtes, les stéréotypes sexistes et racistes ont des impacts forts sur le vécu des personnes concernées. En France, par exemple, les femmes migrantes ont plus de difficultés à trouver un emploi que les Françaises d'une part et que les hommes immigrés d'autre part. Elles sont plus souvent au chômage qu'eux et occupent plus souvent des emplois peu qualifiés, bien qu'elles soient plus diplômées que les hommes immigrés.

Partout, les stéréotypes à l'intersection du racisme et de sexisme ont tendance à cantonner les femmes migrantes à des secteurs de l'économie socialement et économiquement dévalorisés. Les migrantes sont

particulièrement présentes dans le secteur de l'agriculture et dans tous les domaines du travail reproductif (travail domestique / nettoyage, travail du *care* et du soin, travail du sexe). Dans ces cas-là, elles sont généralement non déclarées et isolées, stigmatisées, voire criminalisées. En conséquence, elles sont très nombreuses à être en situation de rue et donc dans une position où elles rencontrent des risques accrus d'exploitation sexuelle et de viols. Les organisations qui développent des programmes d'accompagnement des femmes et des minorités de genre doivent veiller à ne pas limiter les perspectives des femmes migrantes à ces secteurs socialement et économiquement dévalorisés, tout en agissant sur la revalorisation de ces métiers.

La réalité statistique de la surreprésentation des femmes migrantes dans ces secteurs contribue à composer une image des femmes migrantes en tant que « victimes ». Les femmes migrantes sont d'ailleurs parfois amenées à utiliser le statut de victime comme une stratégie pour obtenir la possibilité légale de rester dans le pays d'accueil. Mais cette vision, lorsqu'elle est utilisée par des personnes non migrantes, peut devenir un stéréotype qui sert à passer sous silence leurs stratégies de résistance. Ainsi, les combats victorieux menés en France par les femmes grévistes du nettoyage d'Onet en 2017 ou encore les femmes de chambre des hôtels Ibis entre 2019 et 2021, majoritairement migrant-e-s, ont rencontré peu d'écho médiatique.

Passer à l'action

Aller au-delà de la caricature et de l'homogénéisation des femmes migrantes

Les stéréotypes sont particulièrement persistants envers les femmes migrantes. Informer et se renseigner pour contrer les idées reçues s'avère dès lors nécessaire. Par ailleurs, les besoins spécifiques des femmes migrantes sont peu pris en compte et souvent mal compris. Selon l'origine, la couleur de peau, s'il s'agit d'une femme ayant un parcours académique ou non, si l'on parle de personnes cisgenres* ou transgenres*, les parcours migratoires recouvrent des réalités très différentes. Développer des recherches-actions afin de mieux comprendre leurs parcours, leurs vécus et leurs besoins semble être une étape primordiale pour proposer des actions pertinentes à leur égard.

1 *Revue Tiers Monde*, « Travail, femmes et migrations dans les suds » (2014/1).

2 *Revue Tiers Monde*, « Travail, femmes et migrations dans les suds » (2014/1).

L'EXEMPLE D'UN DIAGNOSTIC GENRE PAR LE CENTRE D'ACCÈS AU SOIN ET D'ORIENTATION (CASO) À TOULOUSE

Un diagnostic participatif sur les questions de genre a été réalisé avec les femmes en situation de rue, dont beaucoup sont migrantes. Ce diagnostic a permis de remonter certains de leurs besoins spécifiques en santé. Ont-elles les moyens d'utiliser les services de consultations sociales et médicales, de prévention, d'information ? Les services sont-ils adaptés ? Quels besoins rencontrent-elles dans la prise en charge des enfants lorsqu'elles en ont ? Comment informer sur les violences liées au genre ?

Un plan d'action a été mis en place. L'action ne ciblait pas spécifiquement les migrantes, même si elles étaient majoritaires.

Les femmes migrantes ont pu bénéficier d'un accompagnement juridique.

Des protections périodiques ont été mises en libre accès, afin de lutter contre la précarité menstruelle.

Un jour par semaine, seules les femmes sont accueillies au CASO et un coin pour les enfants est organisé.

Pour aller plus loin

Ville au Carré, *Libre cours 3 : Femmes et migrations* : <https://www.villesaucarre.org/libre-cours-3-femmes-en-migrations/>

The New Humanitarian, « How the aid sector marginalises women refugees », 15 mars 2021 : <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/first-person/2021/3/15/How-the-aid-sector-marginalises-women-refugees>

Travailler sur la reconnaissance des qualifications des femmes migrantes

Les statistiques montrent que les femmes migrantes sont souvent plus qualifiées que les hommes migrants, mais qu'elles ont plus de difficultés à trouver un emploi. Travailler sur la reconnaissance de leurs compétences, organiser des formations complémentaires, des ateliers collectifs et des mentorats sont des pistes d'actions pour promouvoir la mise en place de réseaux solidaires et l'inclusion des femmes migrantes dans les pays hôtes.



Camila Ríos Armas

UN ACCUEIL FÉMINISTE DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET DEMANDEUSES D'ASILE EN ÎLE-DE-FRANCE

Je m'appelle Camila Ríos Armas, je suis fondatrice et directrice de l'association UniR, Université & Réfugié-e-s. Je suis vénézuélienne, je suis venue en France en 2014 pour faire un master en développement international. Depuis 2016, je travaille dans le secteur de l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées en région Île-de-France.

“Ce n'est pas seulement parce que je suis une femme que je vais comprendre les difficultés que rencontrent les femmes qu'on accompagne.”

UniR est une association fondée en 2018 qui a pour but d'accompagner les personnes réfugiées et demandeuses d'asile dans leur insertion académique et socioprofessionnelle en France. Nous avons trois piliers d'action. Le premier est l'accompagnement personnalisé à la reprise d'études. Le deuxième est la préparation à la reprise d'études avec un programme d'apprentissage du français, pour les personnes réfugiées qui ont au moins le bac ou l'équivalent du bac et qui veulent reprendre leurs études. Le troisième pilier, c'est la production et la diffusion de connaissances, notamment avec la publication de recherches-actions. Dans ce cadre, nous avons réussi à avoir un financement de la Région Île-de-France. L'année dernière, nous avons travaillé sur la difficulté que rencontrent les femmes à avoir accès à l'enseignement supérieur en région Île-de-France. La recherche, c'était pour nous la seule façon d'essayer de faire quelque chose de méthodique, où on sait de quoi on parle. Ce n'est pas parce que je suis une femme que je vais

automatiquement comprendre les difficultés que rencontrent les femmes qu'on accompagne. Il faut passer par un travail de déconstruction, écouter effectivement les publics pour lesquels l'association travaille, repérer les vrais besoins. Je pense que tout programme dans le secteur social doit inclure les bénéficiaires pour lesquels il est destiné, et ce dès la conception du programme.

Dans nos actions, nous avons un programme d'accompagnement des femmes sous la forme d'un mentorat interculturel. On met en relation des femmes réfugiées demandeuses d'asile dans une démarche d'insertion professionnelle ou académique avec des femmes actives professionnellement ou à la retraite, qui veulent s'engager auprès d'une femme qui construit son projet d'avenir. Le programme se base sur l'interculturalité, on essaie de créer un espace qui permet l'échange, où les rôles sont définis, mais où la mentorée peut aussi se sentir en capacité d'apprendre quelque chose à sa mentore.

Le programme est conçu avec trois modules de formation : sur le genre, l'interculturalité et l'intersectionnalité entre genre et migration. Le cabinet Esfand nous a aidé à développer toute la partie de l'analyse intersectionnelle, le croisement entre ce que c'est d'être femme, réfugiée et étudiante et les différents cumuls de discrimination qui existent. Parler de « femmes étrangères » ne suffirait pas, les situations sont plus complexes. Par exemple, les obstacles rencontrés par les femmes ne viennent pas nécessairement d'un manque d'accès à l'éducation. Pour

certaines, par exemple, c'est parce qu'elles sont des femmes musulmanes, voilées, étrangères.

Le public avec lequel on travaille est très spécifique. Ce sont des personnes qui ont été scolarisées dans leur pays d'origine. Ça fait aussi partie de nos recherches : comment ont-elles réussi à finir leur scolarité ou leurs études – parce que ça n'était pas nécessairement évident ? Et pourquoi l'éducation est-elle si importante une fois qu'elles sont ici en France ?

On essaye aussi d'outiller ces femmes pour qu'elles puissent elles-mêmes faire valoir leurs droits. On les renseigne sur les droits qui existent en France, sur les dispositifs mis à disposition pour les femmes, sur ce qu'elles peuvent faire si elles sont discriminées.

La perspective de genre est très importante. Quand j'étais à Calais, avant de fonder UniR, je pense que j'ai échangé avec trois femmes au maximum dans la « jungle ». Et ici à Paris, c'est pareil, on voyait beaucoup d'hommes. Et je me disais : « Les statistiques montrent qu'il y a des femmes réfugiées, mais elles sont où ? » Ce n'est pas seulement en disant que les candidatures de femmes sont encouragées pour les cours de français qu'on va avoir des femmes. Quand on a commencé avec UniR, on avait moins de 5 % de femmes dans les programmes, et là on arrive à 30 %. On a décidé que comme il y a 500 demandes pour 90 places, on donne priorité aux femmes dans nos programmes de cours de français. Et je suis fière de dire : « Oui, on donne priorité ! »

“ Qu'est-ce que ça veut dire être féministe dans mon pays d'origine par rapport à la France ? Quelle est ma place maintenant en tant que femme étrangère si je veux continuer à être engagée ici ? »

Parmi les femmes qu'on accompagne, il y en a beaucoup qui étaient très féministes dans leur pays d'origine, et qui le sont encore. Donc il y a aussi ce travail sur : « Qu'est-ce que ça veut dire être féministe dans mon pays d'origine par rapport à la France ? Quelle est ma place maintenant en tant que femme étrangère si je veux continuer à être engagée ici ? »

Il y a différents états d'avancement dans les luttes féministes, qui font que les revendications dans les autres pays peuvent ne plus être d'actualité ici. Et peut-être que ce que je ne pouvais pas faire dans mon pays d'origine, parce que c'était contre la loi ou que ma famille ne me laissait pas le faire, je peux le faire ici et ça ne veut pas dire que je vais trahir ma culture, ma famille ou mon éducation... C'est tout ce

travail un peu personnel de se réinventer en tant que femme étrangère en France.

J'ai grandi dans un pays avec beaucoup d'inégalités sociales et où les inégalités de genre sont complètement normalisées. Chez moi, depuis que je suis toute petite, ils disent : « Ah mais cette fille, elle est trop problématique, elle pose trop de questions. » J'ai dû faire un travail personnel très fort pour me délester de cette notion héritée d'une société machiste qui estime qu'« être féministe, c'est mauvais, c'est trop problématique ». Ça m'a pris un petit moment pour être plus affirmée, pour porter mon engagement avec fierté et pour avoir la confiance de dire : « En fait, j'ai quelque chose à apporter. »

En ce moment, on est en train de vivre au Venezuela le mouvement #MeToo sur les réseaux sociaux. C'est un sujet sur lequel on est en retard, mais on est là. Je suis assez active sur les réseaux sociaux vénézuéliens avec ce mouvement #MeToo. J'essaie de voir quels sont les éléments que j'ai appris ici qui ont été très utiles pour moi et que je peux transmettre à des gens qui sont au Venezuela.

En 2006, une des premières fois que j'ai vécu à l'étranger, c'était à New York, j'avais 17 ans, et j'étudiais l'anglais. Une de mes amies a été victime de viol, donc j'ai vécu toute cette histoire de consentement, avec des remarques comme : « Ah c'est très difficile de montrer que c'était un viol, c'était votre copain. » Ça a planté quelque chose à l'intérieur de moi qui a mis plusieurs années à se développer. Et puis, après, je me suis engagée de manière beaucoup plus consciente !

Ça fait sept ans que j'habite ici, et je ne me sentais pas jusqu'à maintenant très légitime à participer à des rendez-vous de féministes françaises, en tant que femme étrangère. Les choses que j'ai en tête sont tellement différentes des leurs, je pense encore à ce qui se passe au Venezuela. En ce moment, je réfléchis avec une amie à ce qu'on peut apporter en tant que femmes étrangères engagées. Ça nous touche ce qui se passe ici, mais je ne sais pas s'il y a suffisamment de place pour des discours qui sont portés par des femmes étrangères.

Au sein d'UniR, c'est parfois difficile de se positionner en tant qu'association avec des revendications féministes, sans forcément être uniquement une association féministe. Quand je suis dans des réunions des associations du secteur de l'accueil, je mets toujours la question du genre sur la table. Et de l'autre côté, on diffuse le résultat des recherches-actions dans des milieux féministes qui ne parlent pas des femmes réfugiées ou étudiantes.

Dans les prochaines années, les enjeux de l'association, c'est de pouvoir pérenniser les programmes et d'essaimer, en prenant le temps. Aussi, le regard par rapport aux femmes réfugiées est très axé sur la victimisation et sur tous ces horribles stéréotypes et idées préconçues. Oui, selon une étude de Médecins sans frontières, 45% des femmes qui ont fait un parcours migratoire ont vécu un type de violences sexuelles¹. Ce sont aussi des femmes qui, dans leur pays d'origine, travaillaient. Et le travail à la maison est aussi un travail ! Il y a aussi des femmes réfugiées doctorantes en France, scientifiques... Plein de situations qui ne sont pas nécessairement celles dont les médias et le grand public décident de parler. On se demande comment contribuer à ce changement de regard.

¹ Médecins sans frontières, *Violence sexuelle et migration, la réalité cachée des femmes subsahariennes arrêtées au Maroc sur la route de l'Europe*, 2010, <https://www.msf.fr/sites/default/files/d87b284fadac0af3475f1f92bce47b3c.pdf>





KAM.